



CLEO PASKAL, Université de Montréal (Montréal, Québec)

**Expertise :**

#géopolitique
#indo-pacifique
#Australie/Nouvelle Zélande/Océanie
#Inde
#politique étrangère
#Changement climatique et sécurité

» Projet Trudeau : Changements stratégiques dans l'Indo-Pacifique et répercussions pour le Canada

Objectifs du projet : Mieux saisir les mouvances stratégiques dans l'Indo-Pacifique et éclairer l'élaboration d'une éventuelle politique « tournée vers l'Ouest » pour le Canada. Cela se fera en analysant comment les changements géopolitiques, géoéconomiques et géophysiques, de nature dynamique et interreliée, affectent les pays indo-pacifiques, notamment l'Australie, le Canada, la Chine, l'Inde, le Japon et les États-Unis. Ce projet interdisciplinaire sera mené en collaboration avec le Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM) de l'Université de Montréal et le Royal College of Defence Studies (RCDS) au Royaume-Uni.

Introduction

En 2007, le premier ministre japonais Shinzo Abe a été invité à prendre la parole devant le parlement indien. Dans son discours, « Confluence of the Two Seas », il a fait état publiquement de la nouvelle dynamique qui s'est développée au cours des dernières années. M. Abe a déclaré que : « *les océans Indien et Pacifique sont à l'origine d'une association dynamique [...] et j'estime qu'il est impératif que les nations démocratiques situées aux deux extrémités de ces océans renforcent l'amitié entre leurs concitoyens dans tous les domaines possibles.* » M. Abe a exprimé clairement ce que les habitants de la région savaient déjà : l'ère des relations entre les pays de l'Indo-Pacifique est officiellement commencée et elle est en train de subir des changements.

Depuis, la modification s'est accélérée, et les plus petits pays de l'Indo-Pacifique font désormais partie de la danse. Plus récemment, en novembre 2014, le premier ministre indien Narendra Modi et le président chinois Xi Jinping ont visité les îles Fidji à quelques jours d'intervalle afin d'essayer d'établir des relations avec les chefs des 14 petits États des îles du Pacifique.

Ces événements se produisent à proximité de la côte pacifique canadienne. Nos politiques sont bien développées pour la région Atlantique. Nos politiques concernant l'Arctique font actuellement l'objet de discussions soutenues. Toutefois, le troisième océan de notre devise « d'un océan à l'autre » est souvent laissé de côté, malgré le fait que nos ports du Pacifique fassent l'objet d'activités commerciales considérables à destination ou en provenance de l'Indo-Pacifique. Une part croissante de Canadiens sont issus de cette région, et le changement de paradigme au plan stratégique dans la région affectera inévitablement le Canada. De plus, si le transit augmente dans l'Arctique Canadien, le point de passage obligé du détroit de Béring reliera encore plus étroitement notre avenir dans l'Arctique à notre avenir dans l'Indo-Pacifique.

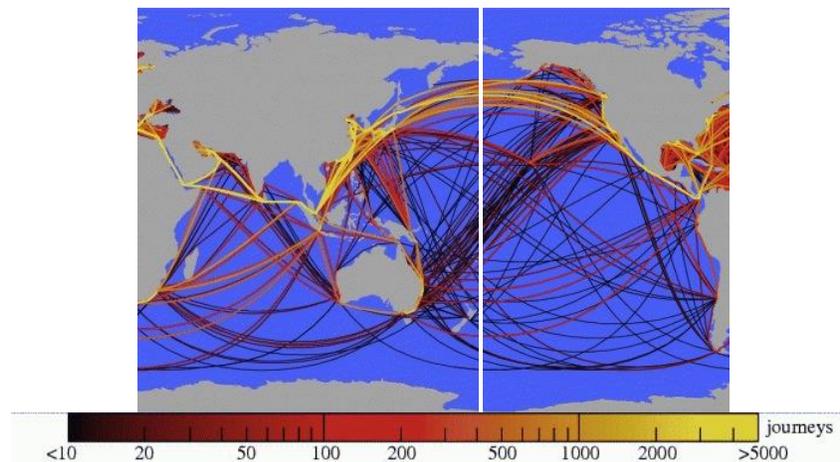


Figure 1. Flux des échanges commerciaux dans le Indo-Pacifique. Source : 'The complex networks of global cargo ship movements', Pablo Kaluza et al., *Interface: Journal of the Royal Society*, 19 janvier 2012

Jusqu'à maintenant, on compte très peu de recherches ou de discussions libres sur le rôle et les options du Canada dans un contexte de modification rapide de paradigme dans l'Indo-Pacifique. Les solutions sont à notre portée, et bon nombre d'entre elles résident dans l'expérience substantielle des membres de la Communauté Trudeau. Ce projet réunira ces personnes afin d'identifier cette « confluence » et d'examiner ce qu'elle peut représenter pour le Canada. Quelles sont nos options et nos chances de nous démarquer? Quels sont les risques et les défis à affronter?

Ce projet interdisciplinaire sera principalement dirigé par M^{me} Cleo Paskal en collaboration et avec le soutien du Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM) de l'Université de Montréal.

Ce projet représente l'occasion de prendre le pas sur un des principaux changements géostratégiques de notre époque, et de veiller à ce que le Canada soit en mesure de participer à la création de son futur, plutôt que de se contenter d'y réagir.

L'Indo-Pacifique et le Canada



En géopolitique, le terme Indo-Pacifique a d'abord été popularisé dans les années 1920 par le général allemand Karl Haushofer. La région était grossièrement délimitée par la côte est de l'Afrique et Hawaii. Au cours des dernières décennies, le terme a pris une nouvelle importance, et son sens s'est étendu – notamment à la côte pacifique du Canada.

Dans les milieux économiques et stratégiques, le terme « Indo-Pacifique » est de plus en plus utilisé pour décrire les interconnexions entre les nations côtières et les îles de la région, y compris la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Indonésie, Singapour, l'Australie, l'Inde et des dizaines d'autres. Ces pays, qui comptent pour au moins 40 % de la population mondiale et qui comprennent certaines des économies les plus puissantes du monde, sont de plus en plus étroitement liés les uns aux autres par les flux commerciaux, tout en étant séparés par des considérations stratégiques.

Que ce soit le « pivot du Pacifique » des États-Unis, la nouvelle politique « tournée vers l'est » de l'Inde ou la « route navale de la soie » de la Chine, ces stratégies sont toutes interreliées avec l'Indo-Pacifique. Les tensions montent. Par exemple, la Chine prend pied dans l'Océan indien avec des flux commerciaux gigantesques, des bases au Bangladesh, au Sri Lanka et au Pakistan et une influence politique croissante partout dans la région. La Chine explique qu'elle

souhaite un accès aux ressources. Cela semble compréhensible. L’Océan indien est en voie de dépasser l’Atlantique et le Pacifique à titre de voie commerciale la plus achalandée du monde. Un tiers des cargaisons mondiales et environ deux tiers des livraisons de pétrole passent par l’Océan indien. Une bonne partie de ces cargaisons vont vers le Pacifique, et la Chine affirme qu’elle a besoin des bases pour sécuriser ce commerce.

D’autres craignent que les actions des Chinois dans l’Océan indien ne soient que purement stratégiques. C’est en partie à cause de ces inquiétudes que l’Inde a été bien accueillie dans le Pacifique et qu’elle renforce rapidement ses liens économiques et défensifs dans la région, notamment avec le Vietnam, le Japon et l’Australie.



Figure 2 : la présence économique canadienne en Asie

Dans le même temps, l’Australie, un exportateur majeur de la région, essaie de se positionner comme acteur d’importance dans l’Indo-Pacifique. Plus récemment, l’Australie a discuté de son adhésion au regroupement stratégique É.-U. Japon-Inde – un regroupement qui cible la Chine selon Pékin, et qui considère les nations impliquées comme une coalition de démocraties ayant les mêmes objectifs.

Les trois principales raisons derrière l’engagement de l’Australie dans l’Indo-Pacifique ont été clarifiées en 2012 par Rory Medcalf du Lowey Institute for International Policy :

« L’Australie entre dans l’ère de l’Indo-Pacifique pour les raisons suivantes : 1) nos intérêts bien définis sur le plan géographique et notre interconnexion avec l’Asie et l’Inde sur les questions économiques et sociétales; 2) les impératifs changeants de l’alliance avec les É.-U.; 3) et, plus important, le fait que les principaux États d’Asie ont désormais des motivations fondamentales aux plans économique et stratégique – un bon nombre impliquant l’océan – qui les poussent à s’intéresser à leur voisinage respectif, au-delà des anciennes barrières des détroits de l’Asie du Sud-Est et des États archipels. »

Pour les mêmes raisons, le Canada devrait examiner son propre rôle et ses options à l’« ère de l’Indo-Pacifique ». Le besoin criant d’une analyse canadienne sur la région est bien illustré par le fait qu’un des rares articles sur le sujet, *Canada, the Asian Century and the Indo-Pacific* (2012) a été écrit par un Australien, le docteur John Blaxland, membre du Australian Strategic Policy Institute. Dans son article, le docteur Blaxland fait ressortir que le Canada est plus près de bon nombre de régions de l’Asie du Nord-est que l’Australie.

Le Canada a-t-il le potentiel d’être accepté dans l’Indo-Pacifique, au même titre qu’un pays comme l’Australie? Est-ce vraiment dans les plans du Canada? Le Canada peut-il se permettre d’ignorer cette question? Le présent projet soulignera et examinera les dynamiques des relations entre les nations de l’Indo-Pacifique, la manière dont la région pourrait évoluer, et les rôles et les options du Canada à titre de nation de l’Indo-Pacifique.

Le résultat pourrait modifier la manière dont les Canadiens perçoivent le monde et la place qu’ils y occupent.



Figure 3 : Le temps est-il venu de repenser la place du Canada dans le monde?

Méthodologie

Ce sujet est vaste. L'Indo-Pacifique est diversifié et très dynamique. Il faudra veiller à ce que les points essentiels soient couverts, tout en sélectionnant les questions fondamentales pour le Canada. Pour ce faire, il faudra obtenir l'assistance d'une grande diversité d'experts et de participants, et faire appel à un processus en trois phases.

Les « 3 géos »

Le projet s'appuie sur une méthodologie des « 3 géos », afin de s'assurer qu'aucun facteur important ne soit ignoré. La méthodologie, d'abord créée par M^{me} Paskal pour analyser des questions de sécurité alimentaire pour le compte du Service canadien de renseignement de sécurité, fait actuellement l'objet de tests et d'ajustements par M^{me} Paskal, en collaboration avec le Royal College of Defence Studies (RCDS) du ministère de la Défense du Royaume-Uni afin que la méthode puisse être utilisée comme outil d'évaluation et de planification stratégique à grande échelle. À la base, son fonctionnement est très simple. La méthode veille à ce que chaque évaluation couvre les « 3 géos » : les facteurs géopolitiques, géoéconomiques et géophysiques¹. C'est une façon de s'assurer que les questions essentielles soient prises en compte, et que les hypothèses faites en silos soient remises en question avant d'être entérinées.

Par exemple, il y a dix ans, la majorité des économistes affirmaient que l'économie chinoise était en croissance et qu'elle cherchait activement des ressources, même dans les domaines d'investissement à haut risque (géoéconomie). La plupart des spécialistes en stratégie étaient d'avis qu'il existait un alignement entre la Russie et la Chine (bien qu'ouvertement tendu) et que la Chine était en voie de devenir rapidement une puissance maritime (géopolitique). La plupart des experts du climat étaient d'avis que le passage de l'Arctique deviendrait plus facile, et que le passage de l'Arctique russe s'ouvrirait avant le passage canadien (changements géophysiques).

En dépit du fait que les éléments correspondaient à ceux de la pensée en silo, très peu d'experts ont été en mesure de les rassembler et de prévoir que la Chine deviendrait une puissance montante en Arctique. Aujourd'hui, la Chine dispose d'un navire-brise-glace et en a un autre en construction. Elle dispose du statut d'observateur au sein du Conseil de l'Arctique. La Chine possède des équipes d'analystes politiques et de scientifiques qui travaillent sur la question de

¹ Dans ce contexte, le terme « géophysique » signifie des facteurs physiques ou appartenant au « monde réel » et qui ont une incidence à grande échelle – et ayant des conséquences potentiellement transfrontalières, par exemple, les changements climatiques, la démographie, l'épuisement de la nappe phréatique, etc.



Figure 4 : Le *Dragon volant*, le brise-glace chinois.

son positionnement en Arctique et selon les estimations, de deux à trois millions de Chinois travaillent le long de la côte arctique russe. La Chine est en Arctique pour de bon. Une analyse fondée sur la méthode des « 3 géos » aurait pu identifier plus tôt certains de ces facteurs profondément interreliés, ce qui aurait accordé plus de temps au Canada pour décider de la manière dont il souhaite se positionner au regard de cette nouvelle réalité. La méthode des « 3 géos » consiste principalement à remettre les principes établis en question et à rassembler un large éventail d'experts. Les rouages de ce processus seront décrits en détail dans la partie « quand ».

La méthode des « 3 géos » sous-tend les trois phases du projet.

Les phases

Phase un : comprendre l'Indo-Pacifique

La première phase consiste en un tour d'horizon des travaux de recherche disponibles, des experts, des participants et, ultimement, de la région en soi, ainsi qu'une analyse du niveau d'implication actuel du Canada.

Initialement, il s'agit d'un processus d'enquête élargi, guidé par la méthodologie des « 3 géos ». Ce processus impliquera des discussions avec les membres de la communauté Trudeau désireux de participer, la collaboration avec le réseau diversifié et multilingue d'experts du CÉRIUM, une revue de la littérature, et l'identification d'un réseau d'expertise Indo-Pacifique/Canada. Il pourrait s'agir, par exemple, d'experts canadiens dans des groupes de réflexion centrés dans l'Indo-Pacifique, des experts commerciaux et politiques participant aux missions diplomatiques des pays de l'Indo-Pacifique au Canada, des scientifiques évaluant les conséquences des changements démographiques et climatiques sur l'Indo-Pacifique, et/ou de chambres de commerce s'intéressant aux activités commerciales canadiennes dans la région, etc.

Le trésor de la diversité intellectuelle de la communauté Trudeau est d'une valeur inestimable. Citons notamment le travail de la professeure Jennifer Clapp sur les questions politiques et économiques en matière d'alimentation à l'échelle mondiale, le travail du professeur William D. Coleman sur la mondialisation, le travail du professeur Eric Helleiner sur les relations monétaires internationales, le travail du professeur David Ley sur l'immigration canadienne, et le travail du professeur Irvin Studin sur le Canada dans le monde. Ces travaux enrichiraient grandement le projet.

Cette étape sera principalement dirigée par M^{me} Paskal, qui sera aidée par un adjoint de recherche fourni par le CÉRIUM, sur fond d'échanges d'idées avec les communautés élargies de la Fondation Trudeau et du CÉRIUM.

La première phase vise à identifier et à développer un réseau d'expertise pour la réalisation du projet, ainsi que la sélection des principales régions géographiques et des principaux thèmes à explorer. Par exemple, le projet pourrait sélectionner cinq pays afin de les étudier en détail – l'Inde, la Chine, et l'Australie sont des candidats intéressants –, et la liste pourrait être complétée par l'addition de pays comme la Russie, l'Indonésie, le Japon, le Vietnam, voire un petit État dont le rôle est essentiel, tel que Tonga.

De la même manière, les thèmes majeurs qui auront vraisemblablement une importance pour le Canada seront identifiés en tenant compte des quatre thèmes de la Fondation Trudeau. Les sujets potentiels sont les flux énergétiques, l'agriculture et les changements démographiques. Toutefois, des sujets d'apparence secondaire qui mettent l'accent sur les droits de la personne et la citoyenneté et le sens civique pourraient gagner en importance avec l'avancement des recherches.

Une des raisons pour laquelle il est particulièrement excitant que ce projet se tienne au CÉRIUM est qu'il n'existe que très peu d'analyses en anglais sur la stratégie française dans l'Indo-Pacifique (la France exerce un contrôle direct sur de vastes territoires, tant dans le Pacifique que dans l'Océan indien). Le fait de travailler avec une équipe bilingue donnera accès à un niveau d'analyse rarement accessible et d'une grande valeur.

Information du public :

Site Web : le site Web du projet prendra de l'ampleur avec l'avancement du projet. Il se concentrera principalement à situer le Canada au sein de l'Indo-Pacifique et comprendra des liens vers les recherches publiées, les nœuds de la recherche, des publications, des entrevues, etc. Il fonctionnera comme une fenêtre ouverte et en constante évolution sur le développement du projet, et permettra aux médias d'avoir accès aux experts identifiés. Il contiendra également de courts « commentaires d'experts » impliqués dans le projet.

Média : M^{me} Paskal mettra ses contacts du domaine des médias à contribution, et sera aidée par le réseau médiatique du CÉRIUM (qui a sa propre émission de télévision) afin de fournir régulièrement des commentaires et des séances d'information sur les questions d'actualité touchant de près au projet (par exemple la visite du premier ministre Harper en Australie, ou un nouveau développement dans le partenariat transpacifique).

Milieu universitaire : M^{me} Paskal donnera des conférences au sein de son réseau de chercheurs universitaires et grâce à ses liens avec des groupes de réflexion afin de décrire le projet et de déclencher des réflexions qui aideront à guider les recherches. Le CÉRIUM a également offert d'engager M^{me} Paskal pour donner des cours universitaires intensifs en été sur le sujet.

Document préparatoire : Cette phase sera chapeauté par un document préparatoire décrivant les conclusions de la phase un. Plus particulièrement, il servira à répondre aux questions suivantes : qu'est-ce que l'Indo-Pacifique? Quels sont les principaux facteurs de motivation? Quel est le rôle actuel du Canada dans la région? Le document sera concis, accessible et pertinent au plan politique. Il sera dévoilé lors d'un événement public au cours duquel les principaux participants présenteront les conclusions et en discuteront lors d'une séance de questions et réponses.

Phase deux : un changement dans l'Indo-Pacifique

Cette phase est plus créatrice que les précédentes. Une fois l'identification de la géographie générale et des principaux thèmes terminée, le projet passe à la méthodologie des « 3 géos » pour essayer d'identifier les principales tendances potentielles et les changements éventuels dans l'Indo-Pacifique, en se servant des années 2018, 2023 et 2050 comme cadres de référence (l'année de référence 2050 est évidemment largement spéculative, mais elle pourrait servir à guider des politiques à court terme en permettant l'étude de motivations qui seront plus apparentes sur une période prolongée, comme les changements climatiques et les changements démographiques découlant du vieillissement des populations).

Cette phase repose sur une recherche interdisciplinaire encadrée par la méthodologie des « 3 géos », et est ponctuée par une demi-douzaine de « scénarios exercices » servant à explorer des cas de figure difficiles à envisager, à identifier les convictions implicites et à les remettre en question. Les trois premiers exercices seront gérés par des facilitateurs qui entraîneront aussi les membres de l'équipe à animer eux-mêmes les sessions suivantes.

Les scénarios exercices nécessitent normalement une demi-journée et sont menés au CÉRIUM, avec un petit groupe de participants choisi à l'avance parmi les parties intéressées (des victimes volontaires?), incluant des membres de la communauté Trudeau. L'objectif n'est pas de trouver les « bonnes » réponses, mais plutôt de veiller à ce qu'aucun point important ne soit laissé de côté en s'assurant que toutes les questions importantes ont été posées.

Les **résultats** de recherche de la phase deux incluent un document de travail du CÉRIUM et un important document d'information examinant les changements potentiels dans l'Indo-Pacifique. De plus, nous publierons un ouvrage collectif (chaque chapitre sera écrit par un auteur différent) qui explorera de manière spéculative, mais avec une rigueur scientifique, un éventail de scénarios plausibles pour l'Indo-Pacifique avec comme objectif de susciter un important débat (M^{me} Paskal a contribué à un livre sur la question paru en 2014, *Geopolitics of the Indo-Pacific*, publié par le groupe de réflexion de la marine indienne, la National Maritime Foundation, qui portait sur la situation actuelle dans l'Indo-Pacifique. La réponse positive à l'égard du livre montre qu'il existe une demande pour davantage d'informations sur ce sujet à l'échelle internationale). En outre, la dissémination publique se fera, entre autres, en poursuivant les initiatives commencées à la phase un (site Web, contact avec les médias, programme de liaison et de recherche).

Phase trois : le rôle du Canada dans un Indo-Pacifique en évolution

Cette phase poursuit le travail commencé lors des deux premières phases, mais elle comprend également une étude sur l'incidence au plan politique de ce que les conclusions pourraient signifier pour les relations du Canada avec les pays de l'Indo-Pacifique.

Considérons par exemple que la phase un ait déterminé que l'Inde fasse partie des régions d'intérêt, et que le secteur de l'énergie soit un domaine d'importance. Imaginons ensuite qu'il aurait été décidé lors de la phase deux que l'Inde concentrera probablement ses efforts sur la production d'énergie nucléaire à l'horizon de 2018. Admettons enfin que l'Inde commencerait probablement à exporter cette technologie civile aux puissances qui ne possèdent pas la technologie nucléaire en 2023.

À l'heure actuelle, le Canada est principalement tourné vers le présent et est impatient de commencer les ventes d'uranium à l'Inde. La possibilité que l'Inde puisse exporter des technologies nucléaires affecte-t-elle cette position? Offre-t-elle d'autres possibilités de coopération (par exemple, le codéveloppement de réacteurs nouvelle génération) qui pourraient aider à changer la perception négative de la communauté d'experts en stratégie de l'Inde à l'égard du Canada? Que nous réserve 2050? Les changements démographiques rapprocheront-ils l'Inde et le Canada de toute façon, donnant ainsi davantage de raisons d'accélérer la croissance d'une démocratie amie? Le Canada devrait-il plutôt complètement fermer la porte à une coopération nucléaire avec l'Inde? Dans ce cas, le Canada ne devrait-il pas reconnaître le besoin de l'Inde en matière de sécurité énergétique en lui donnant accès à la technologie hydroélectrique canadienne ou à des combustibles fossiles? Ou encore, offrir ces technologies en plus de l'uranium?

De la même manière, la phase un pourrait montrer qu'à l'heure actuelle, la Chine fait potentiellement face à une crise alimentaire et qu'elle cherche à étendre son influence au maximum pour sécuriser son approvisionnement, ce qui inclut notamment l'achat de vastes parcelles cultures de luzerne dans la région de Prince George, en C.-B. La luzerne est exportée en Chine, ce qui force certains grands éleveurs de Prince George à importer de la luzerne du sud de la C.-B.; cela entraîne une hausse majeure des prix et risque de les acculer à la faillite. La phase deux pourrait voir cette tendance se renforcer, au moins jusqu'en 2018. Ce qui arrivera ensuite dépendra des modifications potentielles apportées à la législation canadienne. D'ici 2050, les problèmes d'approvisionnement en nourriture de la Chine risquent de s'aggraver, à moins d'assister à des percées technologiques.

Ainsi, dans la phase trois, nous analyserons comment le Canada devrait considérer la possibilité de devenir un exportateur de denrées à une époque d'insécurité alimentaire. Devrions-nous poursuivre un modèle basé sur le libre marché et qui considère que le blé, par exemple, est une marchandise à échanger librement sur les marchés? Ou devrions-nous plutôt commencer à considérer une partie de notre stock, comme le fait la Chine, comme un bien stratégique qui possède une valeur ajoutée en période de rareté? Le Canada devrait-il envisager des ententes de production à long terme qui laissent le pays dans les mains des fermiers canadiens, mais qui assure l'approvisionnement et la stabilité des prix pour les acheteurs étrangers, en particulier ceux avec lesquels le Canada souhaite développer des relations stratégiques? Ferons-nous plutôt confiance au marché?

En plus d'utiliser des réseaux aujourd'hui établis pour parfaire la mise au point, cette phase comprend également un atelier bilingue public sur les options du Canada dans l'Indo-Pacifique qui se tiendra au Canada, et un autre atelier, qui conviera des experts régionaux, en Inde.

Les **résultats** des travaux de recherche de la phase trois comprennent une série de courts documents d'information examinant des questions politiques pointues, telles que celles qui ont été décrites ci-dessus, ainsi qu'un livre écrit par M^{me} Paskal, lequel résume les conclusions de l'ensemble du projet. La dissémination publique se fera aussi en poursuivant les initiatives démarrées dans les phases un et deux (site Web, média, relations académiques et engagement). Une fois le projet complété, le site Web demeurera la propriété du CÉRIUM.

Le présent projet compte trois objectifs :

1. Conscientisation sur les questions liées aux relations entre les nations de l'Indo-Pacifique, et sur leur incidence pour le Canada.
2. Création et entretien des réseaux actifs pour ceux, au Canada ou ailleurs, qui sont intéressés par le rôle du Canada dans l'Indo-Pacifique.
3. Aide au Canada, et à ses décideurs, pour repenser la place du Canada dans le monde de manière à ce que les Canadiens puissent éventuellement jouer un rôle actif « d'un océan à l'autre ».

Ce projet est interdisciplinaire et tourné vers le futur. Il a le potentiel de guider nos réflexions sur l'avenir du Canada.

Il est urgent que le Canada examine sérieusement la question de l'Indo-Pacifique. À l'heure actuelle, la voix du Canada se fait rarement entendre, et ce en dépit des liens économiques et de la proximité géographique.

L'architecture économique, politique et sécuritaire de la région subit des changements rapides. Que nous le voulions ou non, des changements importants sont en cours et le Canada ne pourra y échapper.